

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 juin 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-deuxième session,
16-25 novembre 2011**

N° 66/2011 (Bangladesh)

Communication adressée au Gouvernement le 12 septembre 2011

**Concernant: Motiur Rahman Nizami, Abdul Quader Molla, Mohammad
Kamaruzzaman, Ali Hasan Mohammed Mujahid, Allama Delewar Hossain Sayedee
et Salhuddin Quader Chowdhury**

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Motiur Rahman Nizami, ressortissant bangladais résidant habituellement à Dhaka, est le chef du Jamaat-e-Islami, le troisième plus grand parti politique au Bangladesh. Il a été Ministre de l'agriculture de 2001 à 2003 et Ministre des affaires industrielles de 2003 à 2007.

4. M. Nizami aurait été arrêté le 29 juin 2010 au Jatiya Press Club à Dhaka par des agents du service d'inspection de la police métropolitaine de Dhaka en raison d'une accusation selon laquelle il aurait heurté les sentiments religieux de musulmans (affaire enregistrée n° CR 1012/12), en violation des articles 295(A) et 298/109 du Code pénal. Le 30 juin 2010, M. Nizami a été libéré sous caution, mais a été immédiatement arrêté une nouvelle fois dans le cadre de cinq autres affaires (Paltan PS n° 20(2)10, Paltan PS n° 37(2)10, Paltan PS n° 25(6)10, Uttara PS n° 31(2)10 et Ramma PS n° 55(6)10). M. Nizami a par la suite été poursuivi dans le cadre de trois affaires supplémentaires (Kadamtali PS n° 57(4)10, Keranigang PS n° 34(12)07 et Pallabi PS n° 60(1)08).

5. Le 30 juin 2010, le Tribunal de première instance de Dhaka a ordonné que M. Nizami soit placé en détention provisoire durant seize jours. Le 26 juillet 2010, il a été maintenu en détention provisoire pour trois jours supplémentaires. Au cours de cette période, il aurait été détenu au Bureau du service d'inspection, sans possibilité de s'entretenir avec ses avocats ou sa famille.

6. Le 22 juillet 2010, le Procureur général du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux établi conformément à la législation bangladaise a demandé au Tribunal d'arrêter M. Nizami, soupçonné d'avoir commis des crimes de guerre durant la guerre de libération du Bangladesh de 1971, en application du paragraphe premier de l'article 9 des Règles et procédures du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux concernant les infractions commises au titre du deuxième paragraphe de l'article 3 de la loi de 1973 sur les (tribunaux chargés de juger les) crimes internationaux, telle que modifiée en 2009. Le 2 août 2010, le Tribunal a ordonné que M. Nizami soit maintenu en garde vue, en application du paragraphe 5 de l'article 11 de la loi, qui dispose que «tout membre d'un tribunal est habilité à ordonner ou à émettre un mandat d'arrêt, à placer en détention et à autoriser le maintien en détention de toute personne poursuivie pour l'une des infractions énoncées à l'article 3». Bien que M. Nizami n'ait encore été poursuivi pour aucune infraction visée à l'article 3 de la loi, il est toujours détenu à la prison centrale de Dhaka.

7. Le 29 novembre 2010, M. Nizami a été libéré sous caution dans le cadre de deux procédures pénales engagées contre lui et, le 30 novembre 2010, dans le cadre de quatre autres procédures. Sa demande de mise en liberté sous caution dans le cadre d'une autre action est en instance devant la Haute Cour. S'agissant des deux affaires restantes (Keranigang PS n° 34(12)07 et Pallabi PS n° 60(1)08), qui ont fait l'objet de l'intervention du Procureur général du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux, aucun demande

de libération sous caution n'a été faite étant donné que l'on aurait empêché l'avocat de M. Nizami d'accéder à des éléments de preuve.

8. Abdul Quader Molla, ressortissant bangladais résidant habituellement à Dhaka, est le Sous-Secrétaire général du Jamaat-e-Islami.

9. Le 13 juillet 2010, M. Molla a été arrêté dans les locaux de la Haute Cour à Dhaka par des agents du service d'inspection de la police métropolitaine de Dhaka pour violation présumée des articles 148, 448, 302, 34, 101, 326, 307 et 436 du Code pénal dans le cadre d'une affaire relative au massacre de combattants de la liberté et à des incendies criminels dans le quartier de Pallabi survenus trente-huit ans auparavant. Le 14 juillet 2010, le Tribunal de première instance de Dhaka a ordonné que M. Molla soit placé en détention provisoire durant cinq jours au Département central d'instruction. Le 22 juillet 2010, la police a invoqué quatre affaires supplémentaires motivant l'arrestation de M. Molla, qui a été maintenu en détention pendant onze jours.

10. Le 22 juillet 2010, le Procureur général du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux a demandé au Tribunal d'ordonner l'arrestation de M. Molla en vertu du paragraphe premier de l'article 9 des Règles et procédures du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux concernant les infractions commises au titre du deuxième paragraphe de l'article 3 de la loi sur les (tribunaux chargés de juger les) crimes internationaux. Le 2 août 2010, le Tribunal chargé de juger les crimes internationaux a ordonné l'arrestation de M. Molla. La source fait valoir que le Tribunal a agi en violation du paragraphe 5 de l'article 11 de la loi. M. Molla n'a été poursuivi pour aucune des infractions visées à l'article 3 de la loi. Le 30 novembre 2010, il a été libéré sous caution dans le cadre de quatre procédures pénales qui avaient été engagées contre lui. Aucune demande de libération sous caution n'a été faite concernant deux procédures qui avaient fait l'objet de l'intervention du Procureur général du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux, dans la mesure où l'on aurait empêché l'avocat de M. Molla d'avoir accès à des éléments de preuve (Keranigang PS 34(12)07 et Pallabi 60(1)08).

11. Mohammad Kamaruzzaman, ressortissant bangladais résidant habituellement à Dhaka, est le Sous-Secrétaire général du Jamaat-e-Islami.

12. Il a été arrêté la première fois le 13 juillet 2010 pour des infractions qu'il aurait commises au titre des articles 148, 448, 302, 34, 101, 326, 307 et 436 du Code pénal du Bangladesh. Le 14 juillet 2010, il a été placé en détention provisoire durant cinq jours au Département des enquêtes criminelles en application d'une décision prononcée par le Tribunal de première instance de Dhaka.

13. Le 22 juillet 2010, la police a engagé des poursuites supplémentaires dans le cadre de quatre autres affaires et M. Kamaruzzaman a été placé en détention provisoire durant onze jours. Le même jour, le Procureur général du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux a demandé au Tribunal l'arrestation de M. Kamaruzzaman au titre du paragraphe premier de l'article 9 des Règles et procédures du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux concernant les infractions commises au titre du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi sur les (tribunaux chargés de juger les) crimes internationaux. Le 2 août 2010, le Tribunal a ordonné le maintien en garde à vue de M. Kamaruzzaman en vertu du paragraphe 5 de l'article 11 de la loi. Le 30 novembre 2010, la mise en liberté provisoire a été accordée dans le cadre de quatre affaires. M. Kamaruzzaman était encore détenu pour les poursuites engagées dans le cadre de deux affaires qui avaient fait l'objet de l'intervention du Procureur général du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux et au cours desquelles on aurait empêché l'avocat de M. Kamaruzzaman d'avoir accès aux éléments de preuve (Keranigang PS 34(12)07 et Pallabi PS 60(1)08).

14. Ali Hasan Mohammed Mujahid, ressortissant bangladais résidant à Dhaka, est le Secrétaire général du Jamaat-e-Islami et ancien Ministre de la protection sociale (2001-2006).

15. M. Mujahid a été arrêté le 29 juin 2010 dans le district de Savar par le service d'inspection de la police métropolitaine de Dhaka pour avoir heurté des sentiments religieux en violation des articles 295(A), 298 et 109 du Code pénal bangladais. Le 30 juin 2010, il a été libéré sous caution. Il a été immédiatement arrêté une nouvelle fois dans le cadre de cinq autres procédures et a par la suite été poursuivi dans le cadre de quatre autres affaires. Il a été incarcéré à la prison centrale de Dhaka le 29 juin 2010. Le 20 janvier 2011, il a été transféré à la prison du district de Narayanganj, où il est toujours détenu. Le 30 juin 2010, le Tribunal de première instance de Dhaka a ordonné le maintien en détention provisoire durant seize jours dans le cadre de cinq procédures pénales engagées contre lui.

16. Le 15 juillet 2010, il a été placé en détention provisoire durant trois jours dans le cadre de l'une des procédures engagées contre lui. Il a ensuite été placé en détention pendant trois jours supplémentaires, le 26 juillet 2010, dans le cadre d'une autre procédure. Au cours de cette période, il était détenu au bureau du service d'inspection et on lui aurait refusé de s'entretenir avec des avocats et avec sa famille.

17. Le 22 juillet 2010, le Procureur général du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux a demandé au Tribunal l'arrestation de M. Mujahid au titre du paragraphe premier de l'article 9 des Règles et procédures du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux concernant les infractions commises au titre du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi sur les (tribunaux chargés de juger les) crimes internationaux. Le 2 août 2010, le Tribunal chargé de juger les crimes internationaux a ordonné l'arrestation de M. Mujahid pour violation présumée du paragraphe 5 de l'article 11 de la loi susmentionnée. Selon la source, M. Mujahid n'a encore été poursuivi pour aucune des infractions visées à l'article 3 de la loi.

18. Comme d'autres détenus, M. Mujahid a été libéré sous caution le 29 novembre 2010 dans le cadre de deux procédures. Le 30 novembre 2010, il a été libéré sous caution dans le cadre de cinq autres affaires. Sa demande de mise en liberté sous caution dans le cadre d'une autre procédure est en instance devant la Haute Cour. M. Mujahid était toujours détenu dans le cadre de deux procédures (Keranigang PS n° 34(12)07 et Pallabi PS n° 60(1)08) qui ont fait l'objet de l'intervention du Procureur général du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux, qui aurait empêché l'avocat de M. Mujahid d'accéder aux éléments de preuve.

19. Allama Delewar Hossain Sayedee, ressortissant bangladais résidant à Dhaka, est Vice-Président du Jamaat-e-Islami.

20. M. Sayedee a été arrêté à son domicile le 29 juin 2010 par le service d'inspection de la police métropolitaine de Dhaka pour avoir heurté les sentiments religieux de musulmans, en violation des articles 295(A), 298 et 109 du Code pénal bangladais. Du 29 juin 2010 au 25 mars 2011, M. Sayedee a été transféré à maintes reprises dans différents centres de détention. Il est actuellement détenu à la prison centrale de Dhaka. Le 30 juin 2010, M. Sayedee a été libéré sous caution dans le cadre de l'une des procédures pénales engagées contre lui. Il a de nouveau été arrêté à la suite de poursuites engagées dans le cadre de cinq autres procédures. Par la suite, il a fait l'objet de poursuites dans le cadre de deux affaires supplémentaires.

21. Le 30 juin 2010, le Tribunal de première instance de Dhaka a ordonné le placement en détention provisoire de M. Sayedee durant seize jours dans le cadre des cinq procédures. Il a été placé en garde à vue au poste de police de Ramna pour une durée totale de douze jours et au bureau du service d'inspection pour une durée totale de quatre jours. Tout au

long de sa détention provisoire, on aurait refusé à M. Sayedee de s'entretenir avec ses avocats et avec sa famille.

22. Le 19 juillet 2010, M. Sayedee a été placé en détention provisoire pour une période de douze jours supplémentaires au bureau du département des enquêtes criminelles et du service d'inspection.

23. Le 22 juillet 2010, le Procureur général du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux a demandé au Tribunal l'arrestation de M. Sayedee au titre du paragraphe premier de l'article 9 des Règles et procédures du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux concernant des infractions commises au titre du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi sur les (tribunaux chargés de juger les) crimes internationaux. Le 2 août 2010, le Tribunal chargé de juger les crimes internationaux a ordonné l'arrestation de M. Sayedee. Selon la source, cette décision est contraire au paragraphe 5 de l'article 11 de la loi, dans la mesure où, à ce jour, M. Sayedee n'a été poursuivi pour aucune des infractions visées à l'article 3 de la loi.

24. Le 29 novembre 2010, M. Sayedee a été libéré sous caution dans le cadre de trois procédures et, le 30 novembre 2010, dans le cadre de quatre procédures. Sa demande de libération sous caution concernant une affaire est toujours en instance devant la Haute Cour.

25. Salhuddin Quader Chowdhury, ressortissant bangladais résidant à Dhaka, est membre du Comité permanent du Parti national du Bangladesh.

26. Il a été arrêté le 16 décembre 2010 à son domicile à Joypurhat Sadar, dans la région de Banani à Dhaka, par une équipe d'agents de la division d'action rapide, de la Direction générale des services de renseignement et du service d'inspection de la police. M. Chowdhury a été arrêté dans le cadre d'une affaire concernant un incendie criminel commis le 26 juin 2010.

27. Le 15 décembre 2010, le Procureur général du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux a demandé au Tribunal l'arrestation de M. Chowdhury au titre du paragraphe 1 de l'article 9 des Règles et procédures du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux concernant les infractions commises au titre du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi sur les (tribunaux chargés de juger les) crimes internationaux, notamment car M. Chowdhury était soupçonné d'avoir commis des crimes de guerre durant la guerre de libération du Bangladesh de 1971.

28. Le 19 décembre 2010, le Tribunal chargé de juger les crimes internationaux a délivré un mandat d'amener et un mandat d'arrêt visant M. Chowdhury au titre du paragraphe 5 de l'article 11 de la loi. La libération sous caution a été refusée à M. Chowdhury le 19 avril 2011, bien qu'il ait proposé une libération conditionnelle visant à réduire au minimum les risques de fuite, d'ingérence dans l'enquête ou la commission d'autres infractions. Selon les informations communiquées par la source, M. Chowdhury n'a pas été officiellement informé des faits retenus contre lui et des motifs de son arrestation.

29. Les six individus ont demandé leur mise en liberté sous caution le 21 avril 2011 au motif qu'ils étaient détenus arbitrairement sans chef d'inculpation durant l'instruction. Ils se sont volontairement soumis à certaines conditions visant à prévenir les risques qu'ils prennent la fuite, qu'ils s'immiscent dans l'enquête ou qu'ils subornent les témoins à charge, ou qu'ils commettent toute autre infraction. Ces conditions étaient notamment de remettre leur passeport aux autorités compétentes, de résider à une adresse donnée, de se présenter auprès des autorités locales et de s'abstenir de voyager sans en avoir été préalablement autorisé. Ils ont également proposé une caution d'un montant convenu comme condition de leur libération. Leur libération sous caution a été refusée au motif que

la liberté sous caution était un privilège dont ils ne pouvaient bénéficier dans le cadre d'une procédure de ce type. Le 10 février 2011, le Ministère du droit, de la justice et des affaires parlementaires aurait déclaré publiquement qu'il était impossible d'accorder une mise en liberté sous caution dans de tels cas. La source fait valoir que le refus de leur accorder une mise en liberté sous caution est injustifié.

30. La source affirme que la privation de liberté de MM. Nizami, Molla, Kamaruzzaman, Mujahid, Sayedee et Chowdhury est contraire au paragraphe 2 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. À la suite de la décision du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux en date du 2 août 2010, les défendeurs n'ont toujours pas été informés des faits motivant leur maintien en détention depuis plus d'un an. La source fait en outre valoir que les allégations faites par le ministère public contre les six individus sont vagues et n'ont pas été communiquées dans les meilleurs délais aux défendeurs après leur arrestation, en violation présumée du paragraphe 2 de l'article 9 et du paragraphe 3 a) de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La source souligne que l'interrogatoire des défendeurs par l'organisme d'enquête sans qu'ils connaissent les faits retenus contre eux est contraire aux principes généraux de droit, ainsi qu'au paragraphe 3 b) de l'article 14 du Pacte.

31. Selon les informations reçues, le Tribunal chargé de juger les crimes internationaux a déclaré que, étant donné que l'enquête visant les six individus n'était pas close, leurs avocats n'étaient autorisés à recevoir aucune information concernant l'enquête (*Procureur général, Tribunal chargé de juger les crimes internationaux c. Motiur Rahman Nizami et al. [ICT-BD n° 01/2010]*). En outre, les 5 et 19 avril 2011, le Tribunal a interdit aux avocats d'assister aux interrogatoires, en violation présumée du paragraphe 3 d) de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. À l'issue des interrogatoires de MM. Nizami, Mujahid, Sayedee et Chowdhury, l'enquêteur en chef se serait adressé aux médias et aurait divulgué des déclarations faites par les défendeurs durant leur interrogatoire, selon lesquelles ils auraient avoué avoir pris part au génocide en 1971.

32. La source appelle l'attention sur l'allégation selon laquelle, le 20 avril 2011, dans l'affaire du *Procureur général, Tribunal chargé de juger les crimes internationaux c. Allama Delwar Hossain Sayedee [ICT-BD n° 03 de 2010]*, le ministère public a présenté au Tribunal deux dossiers contenant un rapport détaillé de l'enquête visant M. Sayedee, mais ces dossiers n'ont pas été transmis au défenseur.

33. À la lumière de ce qui précède, la source fait valoir que le maintien en détention provisoire de MM. Nizami, Molla, Kamaruzzaman, Mujahid, Sayedee et Chowdhury est arbitraire, dans la mesure où il est contraire aux garanties minimales relatives au droit à un procès équitable et au droit de recourir à la justice.

Réponse du Gouvernement

34. Le Groupe de travail a transmis une communication au Gouvernement le 12 septembre 2011 et regrette que le Gouvernement ne lui ait pas fait parvenir les renseignements demandés. Le Groupe de travail aurait accueilli avec satisfaction la coopération du Gouvernement.

35. Conformément à ses méthodes de travail révisées, le Groupe de travail est en mesure de rendre son avis en se fondant sur les éléments qui lui ont été communiqués. Dans la communication du Groupe de travail datée du 12 septembre 2011 adressée au Gouvernement, il est déclaré que «si aucune réponse ne lui est parvenue à l'expiration du délai fixé, le Groupe de travail peut rendre son avis en se fondant sur les éléments qui lui ont été communiqués». Depuis sa création, le Groupe de travail a toujours appliqué une présomption en faveur des allégations auxquelles le Gouvernement n'avait pas apporté de réponse.

Délibération

36. Le Groupe de travail fait référence aux déclarations ci-après faites par le Gouvernement bangladais au cours de l'Examen périodique universel de 2009:

L'un des objectifs primordiaux du Gouvernement dans le domaine des droits de l'homme était de traduire en justice tous ceux qui avaient commis les crimes contre l'humanité les plus atroces pendant la guerre de libération nationale. Le Premier Ministre, cheikh Hasina, avait déjà fait savoir que le Bangladesh demanderait l'aide des Nations Unies pour faire en sorte que les mécanismes adoptés en vue des procès envisagés des auteurs de ces crimes soient conformes aux normes internationales et sauvegardent les principes fondamentaux de la justice. Le Parlement avait adopté à l'unanimité une résolution selon laquelle il y aurait un procès des auteurs de ces crimes et les victimes pourraient escompter obtenir réparation. Le Bangladesh était déterminé à mettre fin à la culture de l'impunité qui avait touché d'autres domaines de sa vie nationale. Le Gouvernement entendait restaurer les voies légales, en finir avec les modalités et les objectifs extrajudiciaires, et promouvoir l'harmonie et la réconciliation politiques (A/HRC/11/18, par. 15).

37. Dans le même document, le Gouvernement du Bangladesh a déclaré ce qui suit:

La Ministre a fait savoir que le Bangladesh [...] s'apprêtait à juger les criminels de guerre qui avaient commis des crimes contre l'humanité pendant la guerre de libération de 1971 (A/HRC/11/18, par. 87).

38. La détention avant jugement des six individus soulève la question de la conformité du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux établi conformément à législation nationale du Bangladesh. Sans évoquer le lien entre les dispositions contenues dans la loi sur les (tribunaux chargés de juger les) crimes internationaux et les garanties et voies de recours prévues par la Constitution bangladaise, le Groupe de travail fait observer que la procédure de ce Tribunal doit être compatible avec les obligations en la matière qu'impose le droit international au Bangladesh. Le Bangladesh a ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, qui fournit un modèle pour le règlement de nombreux problèmes similaires dans la législation nationale, et peut également s'appuyer sur la jurisprudence du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, du Tribunal pénal international pour le Rwanda et d'autres tribunaux spéciaux.

39. Le Groupe de travail rappelle que, en droit international, la détention avant condamnation devrait constituer l'exception plutôt que la règle. Cette logique découle du principe de la présomption d'innocence. Le Comité des droits de l'homme a déclaré que la privation de liberté, même si elle est légitime et justifiée à l'origine, ne respectera pas les garanties énoncées à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques si elle est de durée indéterminée. S'agissant de la détention légitime avant jugement et provisoire, le Comité des droits de l'homme a considéré que l'historique de l'élaboration du paragraphe 1 de l'article 9 du Pacte confirmait que «l'arbitraire» ne devait pas être assimilé à «contraire à la loi», mais devait être interprété de manière plus large afin de tenir compte des éléments de caractère inapproprié, d'injustice, et d'imprévisibilité (communication n° 305/1988, *Van Alphen c. Pays-Bas*, constatations adoptées le 23 juillet 1990, par. 5.8; communication n° 631/1995, *Spakmo c. Norvège*, constatations adoptées le 5 novembre 1999, par. 6.3; communication n° 458/1991, *Mukong c. Cameroun*, constatations adoptées le 21 juillet 1994, par. 9.8; et communication n° 560/1993, *A. c. Australie*, constatations adoptées le 3 avril 1997, par. 9.2).

40. Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication du Groupe de travail et n'a pas réfuté les affirmations de la source concernant les violations présumées des droits des défenseurs durant leur détention avant jugement.

41. Dans ce contexte et compte tenu des informations dont il dispose, le Groupe de travail considère que l'accès des défendeurs à l'assistance d'un avocat a été considérablement restreint. Plus précisément, les avocats n'ont pas pu assister aux interrogatoires des défendeurs et n'ont pas non plus eu librement accès aux éléments de preuve. Le Groupe de travail considère que l'accès des défendeurs et de leurs avocats à l'information a été restreint d'une manière qui empêche toute mise en cause de leur détention provisoire, en violation des paragraphes 2 et 4 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des principes généraux de droit.

42. Après plus d'un an passé en détention provisoire à la suite de la décision du Tribunal chargé de juger les crimes internationaux, les défendeurs n'ont toujours pas été officiellement informés des accusations portées contre eux, en violation des paragraphes 2 et 3 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Gouvernement n'a pas contesté qu'il persistait à manquer à cette obligation. De même, le Gouvernement n'a fourni aucune explication justifiant son refus de libérer ces personnes sous caution, en particulier compte tenu du fait que toutes les conditions essentielles étaient remplies. Le Groupe de travail est d'avis que le maintien en détention d'individus en l'absence de motifs raisonnables et adéquats n'est pas nécessaire et est disproportionné compte tenu du but recherché.

Avis et recommandations

43. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de Motiur Rahman Nizami, Abdul Quader Molla, Mohammad Kamaruzzaman, Ali Hasan Mohammed Mujahid, Allama Delewar Hossain Sayedee et Salhuddin Quader Chowdhury est arbitraire et constitue une violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, relevant de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

44. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de Motiur Rahman Nizami, Abdul Quader Molla, Mohammad Kamaruzzaman, Ali Hasan Mohammed Mujahid, Allama Delewar Hossain Sayedee et Salhuddin Quader Chowdhury de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

[Adopté le 23 novembre 2011]